



Du profit pour la place financière, les grosses fortunes et les hauts revenus, les salarié-e-s devront payer les pots cassés. NON le 13 février 2021 à l'arnaque du droit de timbre !

La suppression du droit de timbre est une (très) vieille revendication des banques et des assurances. Jusqu'ici, toutes les tentatives ont pu être bloquées, aussi parce que cette suppression entraînerait la perte de plus de deux milliards de francs de recettes fiscales. Le Parlement et le conseiller fédéral Ueli Maurer ont donc choisi d'avancer masqués : ils ont entrepris de diviser le projet de suppression en plusieurs tranches pour les faire passer plus facilement.

- La première tranche, déjà décidée par le Parlement, prévoit la suppression du droit d'émission de timbre sur le capital propre (coût approximatif : entre 200 et 250 millions de francs).
- La deuxième tranche comprend la suppression du droit de négociation sur le commerce de papiers-valeurs, avec en plus la suppression de l'impôt anticipé sur les intérêts obligataires (coût selon la Confédération : env. 200 millions de francs ; selon les estimations de l'USS : plus de 500 millions de francs).
- Par la suite, tous les droits de négociation devraient disparaître, ainsi que le droit de timbre sur les primes d'assurance (coût total : environ 2 milliards de francs).

L'USS s'oppose à la suppression du droit de timbre et soutient par conséquent le référendum contre la première tranche de ce vaste programme de baisses fiscales. Ce projet ne profitera qu'à la place financière, aux grandes fortunes et aux hauts revenus. Les travailleuses et travailleurs, eux, devront casquer pour les déficits qui s'ensuivront.

Les gagnant-e-s : la place financière, les gens fortunés et les hauts revenus

La suppression du droit de timbre et de l'impôt anticipé sur les obligations avantage les grosses fortunes et les contribuables à hauts revenus. Ce sont en effet surtout les ménages disposant d'une fortune de plusieurs millions de francs qui possèdent des portefeuilles d'actions bien garnis et d'autres papiers-valeurs.¹ Le droit de timbre constitue actuellement une compensation partielle de l'absence d'impôt sur les gains en capital. S'il est supprimé, les détenteurs et détentrices de titres seront encore plus privilégiés qu'aujourd'hui. Et si l'impôt anticipé sur les revenus des obligations est supprimé, les investisseurs et investisseuses fortunés pourront échapper à l'obligation fiscale grâce au secret bancaire. Les salarié-e-s en revanche devront toujours payer l'impôt anticipé sur leurs comptes bancaires et d'épargne.

La suppression du droit de timbre représenterait aussi un privilège fiscal supplémentaire pour le secteur de la finance. Actuellement, le droit de timbre compense la trop faible imposition de ce secteur. Ainsi, de nombreux services des banques et des assurances ne sont par exemple pas

¹ C'est ce que montre une étude actuelle sur le canton de Berne. Les contribuables médians ont seulement une fortune sous forme de compte bancaire. Seuls les 0,1 % les plus riches possèdent plus en papiers-valeurs que sur leurs comptes bancaires. S. Brunner et al. (2020) : Heterogeneity in Returns to Wealth - Evidence from Swiss Administrative Data. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3743616.

soumis à la TVA. C'était d'ailleurs l'argument avancé par la Confédération jusqu'à ce que M. Maurer reprenne le Département fédéral des finances.²

Des pertes fiscales sous-estimées

La suppression du droit de timbre entraînera des pertes fiscales qui se chiffrent en milliards et les pertes réelles iront bien au-delà de ce que la Confédération veut bien admettre : l'année passée, les droits de timbre ont rapporté 2,421 milliards de francs dans les caisses de la Confédération (droits d'émission : 179 millions). Cette somme disparaîtrait purement et simplement en cas de suppression complète du droit de timbre. À cela, il faudra ajouter les pertes de plusieurs millions de francs issus de l'impôt anticipé. Les estimations de la Confédération reposent sur un contexte de taux d'intérêt très bas. Si les taux d'intérêt se normalisent, les pertes de recettes seront beaucoup plus élevées.

Ce qui est moins connu, c'est que la suppression du droit d'émission devrait également entraîner des baisses de recettes fiscales pour les cantons et les communes. Aujourd'hui, le droit d'émission incite les entreprises à déclarer une faible valeur lors d'un apport en nature à une société. Cette valeur constitue également la base de l'impôt sur les bénéfices et de l'impôt anticipé ou des futurs amortissements fiscaux. En l'absence de droit d'émission, il devient plus intéressant pour les entreprises d'évaluer la valeur des apports en nature à un niveau élevé, ce qui entraîne des amortissements plus importants et donc des impôts sur les bénéfices plus bas. Le droit d'émission facilite par ailleurs l'application de l'impôt sur les bénéfices, car elle permet aux autorités fiscales de vérifier les valeurs lors de la création d'une entreprise ou de l'augmentation de son capital et de créer une situation de départ claire en matière fiscale, notamment pour la perception des impôts cantonaux.

Une orgie de baisses fiscales pour les riches et sur les rendements de capitaux

Depuis le milieu des années 1990, les impôts n'ont cessé de baisser, étape par étape, pour les hauts revenus et les grosses fortunes. Les cantons ont sensiblement réduit les impôts sur le revenu. L'impôt sur la fortune des millionnaires a même été divisé par deux dans de nombreux cantons. En Suisse centrale, les taux sont désormais de 1 à 2 pour mille. En revanche, la charge fiscale des revenus ordinaires a augmenté.

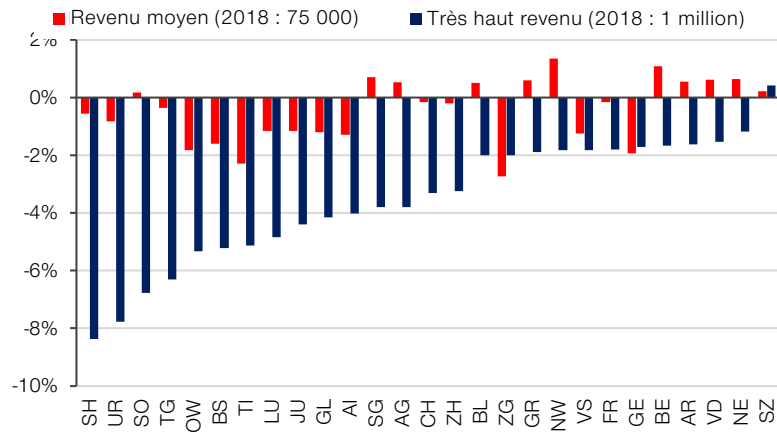
Il y a eu en outre une série d'allègements spécifiques pour les revenus de capitaux :

- En 1997, la Confédération abolit l'impôt fédéral sur le capital.
- La réforme sur la fiscalité des entreprises II en 2008 a fait baisser l'imposition des capitaux de 1,5 à 2,2 milliards de francs par année, à travers l'introduction du principe de l'apport de capital, l'imposition partielle des dividendes à 70 % (Confédération), resp. 50 % (cantons) et l'imputation de l'impôt sur les bénéfices à l'impôt sur le capital (cantons).
- Avec la réforme sur la fiscalité des entreprises III (RFFA), les impôts cantonaux sur le bénéfice ont diminué notamment pour les banques et les assurances.

² Voir p. ex. le rapport d'étude «Schrittweise Abschaffung der Stempelabgaben» du groupe de travail de l'AFC en 2011 (avec résumé en français). <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-39998.html>

Modification de la charge fiscale de 2000 à 2018

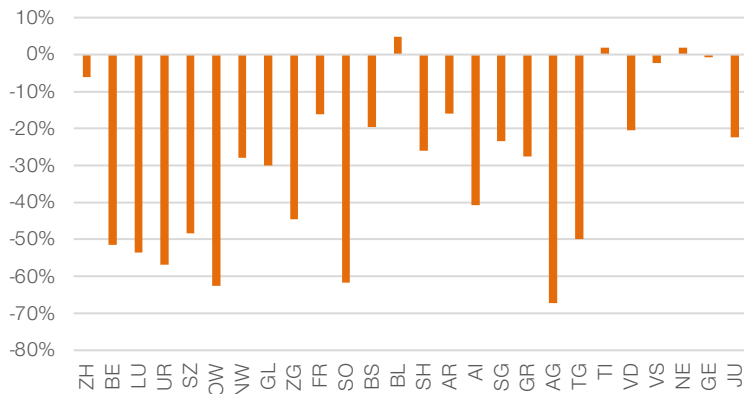
(célibataires, en points de pourcentage)



Sources : AFC, calculs USS

Baisse de l'impôt sur la fortune de 2000 à 2020 pour les personnes avec une fortune d'un million de francs

(célibataires, en %)

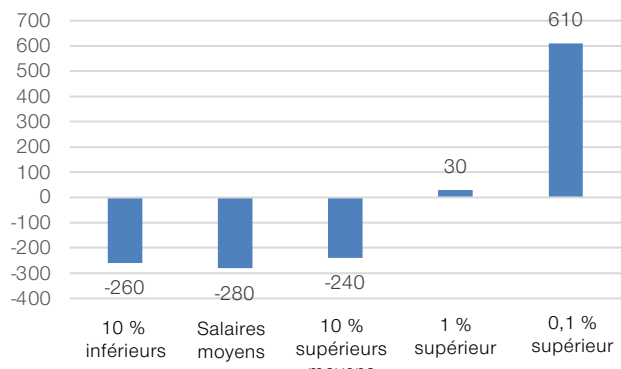


Sources : AFC, calculs USS

Les politiques fiscales ont creusé l'écart de revenu au cours des années 2000 à 2019. Les revenus les plus élevés ont été allégés des charges fiscales. Les revenus les plus faibles, en revanche, subissent l'augmentation constante des primes d'assurance maladie, la hausse des coûts de location et la politique d'austérité des cantons en matière de réduction des primes.

Conséquences de la politique fiscale de 2000 à 2019

(couples avec 2 enfants, par mois, en francs de 2019)



Source : Rapport de répartition de l'USS